

LE VERGER DAHOMEEN ET SON DEVELOPPEMENT

G. MONTAGUT

L'IFAC a été appelé en 1965 au Dahomey pour définir un développement des cultures fruitières et les moyens à mettre en oeuvre. La première chose à faire était d'établir un constat. Il fallait savoir si les cultures que nous allions trouver en arrivant suffisaient ou non aux besoins de la population, étaient ou non susceptibles d'amélioration, pouvaient ou non répondre aux objectifs d'exportation ou d'industrialisation que les dirigeants avaient en vue.

A partir de cet instantané de la situation, il serait possible de dresser une politique d'ensemble dans le domaine des fruitiers.

Il n'est pas question ici de donner des chiffres de production, tous faux en l'absence de statistiques, mais d'indiquer la structure des exploitations fruitières du Dahomey, et de décrire les solutions préconisées pour un développement de ces cultures.

I - STRUCTURE DU VERGER DAHOMEEN

Au Dahomey, il n'a jamais existé de plantations européennes, et la situation est différente de ce que l'on peut voir dans d'autres pays africains.

I - Les plantations

En 1965, ces plantations ont peu d'importance, elles sont en nombre réduit (quelques dizaines), pour une superficie minime. Le "planteur" est soit un retraité, soit un homme qui pense à la retraite, et qui a des revenus fixes (fonctionnaire, profession libérale). Il dispose de 1 à 5 hectares, qu'il plante généralement en Orangers de semis. Il se peut qu'il y ait eu des orangers greffés, mais sur Bigaradier, et ils ont disparu du fait de la Tristeza. L'entretien est des plus sommaires, débroussaillage 2 fois par an, pas d'engrais, lutte phytosanitaire inconnue. Dans le Sud, les plantations sont décimées par la gommose et le découragement est général. Les plantations nouvelles représentent grosso modo 10 hectares par an.

Quelques planteurs, ayant entendu parler de l'éventualité de l'installation d'une usine d'ananas, ont planté 5 à 10.000 pieds chacun. L'usine n'est pas venue, les fruits n'ont pas trouvé preneur, les plantations sont à l'abandon.

Donc, en résumé, quelques plantations d'orangers de semis dans le Sud, 50 à 75 hectares, décimées par la gommose.

II - Les cultures de case

Ce sont elles qui constituent la quasi-totalité de la production.

La culture de case, ce sont quelques arbres plantés dans la concession entourant la case. On rangera également dans cette catégorie des petits champs, groupant au maximum 100 orangers.

Le phénomène est général dans le Sud. Dans le Nord, on rencontrera plutôt des mangotiers, et 1 pied de Lime parfois. La culture de case est le plus souvent mixte, les agrumes voisinant avec des bananiers, des papayers, des anonnes, des synsepalum parfois.

Pour donner un aperçu de ce genre de culture, citons quelques exemples :

- une tentative de recensement a donné, pour la sous-préfecture de SAKETE : 8.895 orangers appartenant à 820 paysans, soit 8 pieds par personne, ceci dans une région agrumicole

- à KPANKOU : 649 orangers pour 13 propriétaires, soit 50 pieds par personne

- à ETIGBO : 611 orangers pour 19 propriétaires, mais 2 paysans ont respectivement 200 et 100 pieds, pour les autres les chiffres vont de 7 à 35 plants.

On vérifie le même émiettement de la production pour les autres espèces

Bananiers : 20 à 200 tiges par paysan

Ananas : 200 plants environ

Manguiers : 1 à 30

Avocatiers : 1 à 5

etc.

Les conséquences de cet état de chose :

- la récolte est vendue à vil prix, le paysan n'étant pas de taille à lutter avec le commerçant

- quand on parle de "culture", c'est plutôt "cueillette" qu'il faudrait dire, les fruitiers ne faisant l'objet d'aucun soin

- il n'y a pas de régénération des plantations, et le potentiel fruitier s'amenuise, du fait de l'âge et des maladies

- en ce qui nous concerne, toute vulgarisation dans ces conditions est impossible. A tout le moins elle serait fort coûteuse pour des résultats assez maigres. De toute façon, le faible prix de vente des fruits, au stade de la production, interdit toute dépense en vue d'améliorer la culture. D'autre part, avec le mélange d'espèces régnant dans ces jardins tropicaux toute lutte phytosanitaire est hasardeuse.

II - OBJECTIFS D'UNE POLITIQUE FRUITIERE

Sans rentrer dans les détails, la situation du Dahomey peut se résumer ainsi :

- il y a, comme presque partout ailleurs en Afrique, sous-consommation en fruits, tenant à une sous-production et à une incapacité des circuits commerciaux à répondre aux besoins potentiels de la population

- il y a, très souvent, malnutrition, par manque de vitamines, surtout chez les enfants

- il existe un courant d'exportation des fruits vers les pays limitrophes : Niger, qui est prêt à absorber n'importe quel fruit que l'on voudra bien lui envoyer, mais aussi le Togo. Divers contacts permettent en outre de penser que le Ghana constituerait un marché intéressant, mais il n'a pas encore été prospecté, de même que la Nigeria.

- les conditions écologiques, quoique non exceptionnelles, sont dans l'ensemble favorables aux cultures fruitières : la pluviosité est relativement faible mais, par contre, le parasitisme est atténué par la saison sèche.

- la main-d'oeuvre est bon marché, et certaines industries de transformation seraient compétitives, par rapport aux autres pays africains.

Au vu de ces constatations, permettant de conclure au bien fondé d'une action en vue de développer les cultures fruitières, des orientations générales furent définies.

1°- Il faut augmenter, de façon générale, les surfaces plantées en fruitiers, dans le but de satisfaire aux besoins de la population d'abord, d'accroître la consommation en fruits ensuite, et ce, dans toutes les régions.

2°- Il convient de créer des vergers destinés plus spécialement à alimenter les courants commerciaux, en particulier les exportations.

3°- Après prospection des marchés, il faut déterminer les industries de transformation possibles, et créer les plantations correspondantes.

Il y a donc trois axes d'action distincts, auxquels vont correspondre 3 types d'exploitation différenciés, avec un degré d'intensification variable. Bien entendu, ceci est schématisé et, dans la pratique, il y aura des chevauchements, une même exploitation pouvant produire à la fois pour l'autoconsommation, le commerce et l'industrie.

III - LES DIFFERENTS TYPES DE VERGER

Nous citerons uniquement pour mémoire la plantation industrielle mécanisée et conduite intensivement, qui ne présente aucun caractère original. Disons seulement qu'il existe au Dahomey un projet agro-industriel d'essence de Citron, dans le Zou, sous la direction de l'IFAC, et que l'on est en train de réunir les éléments pour un projet d'essence de Lime, dans le Nord. Au point de vue technique, une autre réalisation, la Ferme Agrumicole Daho - Israélienne (FADI) se rattache à cette catégorie, bien que son objectif soit l'exportation vers le Niger.

Il nous reste à examiner 3 modèles d'exploitation :

- le potager, préconisé par la FAO dans certaines régions
- le verger villageois destiné à l'autoconsommation
- la plantation commerciale.

I - LE POTAGER ou Jardin familial

La Station Horticole de Ouando (FAO), près de Porto-Novo, s'efforce de vulgariser auprès des villageois de cette zone, une forme de Jardin familial, associant les fruitiers aux cultures maraîchères, très répandues ici.

Pour chaque jardin, il est prévu 2 ou 3 agrumes, 1 manguiier, 1 corossol ou autre fruitier secondaire, 2 ou 3 papayers, sans compter les bananiers et quelques pieds d'ananas.

Les arbres sont situés en bordure du jardin maraîcher.

Il est intéressant de citer ce modèle car il rejoint, dans des situations évidemment différentes, le souci de l'IFAC au Dahomey d'utiliser au maximum le terrain, et d'intégrer des cultures intercalaires aux fruitiers, afin de rentabiliser immédiatement les investissements.

Un modèle comparable est utilisé dans les "fermettes irriguées", du Nord (sous-préfecture de Malanville), également vulgarisées par la FAO, ou les jardins préconisés par la C.I.D.R. dans sa zone d'action (sous-préfecture de KANDI).

Cette association fruitiers-maraîchage a l'avantage de permettre l'implantation de fruitiers dans des zones où l'irrigation est nécessaire, et où, sans cela, elle n'aurait jamais eu lieu, étant donné les moyens extrêmement réduits des paysans.

II - LE VERGER VILLAGEOIS

Son but est de propager les fruitiers, sans autre souci, en principe, que de satisfaire à l'autoconsommation, et à la faire accroître. Il s'agit donc d'une culture extensive, les conseils donnés visant avant tout à la survie des arbres dans des conditions acceptables. Il est cependant à noter qu'avec la progression des cultures industrielles (coton), certaines techniques commencent à entrer dans les moeurs, les insecticides sont plus répandus, et il est possible, petit à petit, d'intensifier, dans une certaine mesure, la production.

L'IFAC recommande pour ces vergers :

1°- de regrouper les arbres, appartenant à des propriétaires individuels (dans certains cas, ce sont des vergers coopératifs), sur une seule parcelle, ce qui permet un contrôle des services techniques, et facilite la lutte phytosanitaire.

Les paysans ont maintenant l'habitude de se regrouper pour les cultures industrielles et même les vivrières, et cela ne pose pas de problème. Ce terrain est choisi en principe après prospection par l'IFAC.

2°- de mettre en place toutes les espèces fruitières convenant à la région. Il faut ici convaincre les paysans qui ont une prédilection pour telle ou telle espèce. Il ne s'agit pas de planter, par exemple, 1 hectare d'Orangers, mais un verger mixte où l'on trouvera de tout. L'objectif est de diversifier l'alimentation, et de permettre aux paysans de goûter des fruits qu'ils ne connaissent pas ou auxquels ils ne sont pas habitués (ex. : le pomelo ou le tangelo). Ceci nous semble très important pour l'avenir, et il n'y a pas de grosses difficultés à faire accepter ces vues. Un autre avantage est que, ainsi, la période de récolte est beaucoup plus étalée.

3°- de planter des cultures intercalaires

Les paysans sont pauvres, l'achat des plants représente pour eux une grosse dépense (l'équivalent d'une année de revenus pour un hectare ...) et ils ne peuvent se permettre de faire des investissements qui ne leur rapportent que plusieurs années après.

D'autre part, les temps de travaux pour les différentes cultures sont limités, et il ne faudrait pas que la plantation se fasse au détriment des autres cultures. Pour ces deux raisons, la culture intercalaire apparaît comme le seul moyen de développer les cultures fruitières en milieu paysan.

Il faut ajouter que ces cultures permettent un entretien des vergers, qui, l'expérience le prouve, serait, sinon, complètement négligé. Ces cultures, au moins, empêcheront la brousse d'envahir le verger. Dans le cas de cultures industrielles comme le coton, les arbres bénéficieront, en outre des traitements insecticides, et la fertilité du sol sera maintenue par la fumure.

Dans le cas particulier du Nord du pays, les cultures intercalaires ont un autre avantage : c'est de servir de brise-vent, et de créer un micro climat empêchant dans une certaine mesure l'évaporation, très intense. Il s'agit surtout de cultures de Sorgho, ou de Pois d'Angole, ou des deux à la fois. Ces plantes sont pérennes et protègent les plantations durant la saison sèche.

Voici maintenant un exemple de verger villageois, valable pour le Zou

- Superficie : 1 ha (pour une population d'environ 500 personnes)
- Densité : 204 pieds/ha ; 7 m x 7 m, sauf Manguiers (et Avocatiers) plantés à 10 x 10
- Composition :

Orangers	70	pieds	
Mandariniers	15		
Tangelos	15		
Citrons + Limes	10		
Pomelos	5		
Manguiers	25		en 5 variétés
Goyaviers	20		
Divers	20		
Ananas	1.000		en intercalaire

Dans le Sud, on remplacera 5 Manguiers et 5 Orangers par 10 Avocatiers.

Dans le Nord, les Manguiers seront dominants.

Les fruitiers divers, variables eux aussi, seront surtout, des Corossoliers, des Sapotilliers, des Arbres à Pain, etc.

Les Ananas seront plantés à 50 cm x 50 cm, en 2 ou 3 lignes, dans les lignes d'arbres.

Les cultures intercalaires varient également suivant les régions. Dans le Zou, on pourra avoir, en 1ère saison des pluies Maïs + Arachide, en 2e saison, éventuellement, Coton. Et ceci pendant 2 ans. Elles occuperont la 1ère année, les 5/7 de la surface, au moins, à moitié la 2e année.

Voyons le budget d'un tel verger ; la main-d'oeuvre n'étant pas comptée :

<u>1ère année</u>	achat des plants	18.250 F CFA
	engrais : 0,7 x 35 x 180	4.400
	insecticides	<u>2.000</u>
		24.650
	Recettes 300 kg arachides x 13	3.900
	400 kg maïs x 8	3.200
	500 kg coton x 27	<u>13.500</u>
		20.600
	Solde :	<u>- 4.050</u>
<u>2e année</u>	engrais : 1,4 x 35 x 180	8.800
	insecticides	<u>2.000</u>
		10.800
	Recettes 200 kg arachides x 13	2.600
	300 kg maïs x 8	2.400
	400 kg coton x 27	10.800
	1.000 kg ananas x 5	<u>5.000</u>
		20.800
	Solde :	<u>+ 10.000</u>

Ce budget théorique montre qu'il est possible de faire supporter par les cultures intercalaires les frais d'établissement d'une plantation de fruitiers. En 3e année, non encore productive, le solde, ajouté au surplus de récolte des ananas, équilibre à peu près les dépenses. Et ceci dans le cas où le paysan applique réellement les préconisations, fume et traite ses arbres ...

Le verger servant en principe à l'autoconsommation, il n'est pas nécessaire de calculer son rapport en pleine période de production. Disons qu'il se situerait, si les fruits étaient vendus aux tarifs actuels, en se basant sur une productivité faible (20 tonnes pour les orangers), bien au-dessus des cultures industrielles les plus riches cultivées au Dahomey (le coton rapporte, coût des traitements et de l'engrais déduit, 27.000 à 30.000 F au maximum), et serait de l'ordre de 40.000 F.

En production brute, on peut tabler sur :

10 t. d'agrumes
2,5 t. de mangues
0,5 t. de divers

soit 13 tonnes de fruits au total et 26 kg par personne, et par an, c'est-à-dire plus de 2 fois et demi la consommation actuelle, si l'on en croit les chiffres officiels de production, et de population.

Un autre type de verger avait été élaboré avec la SONADER, pour être mis en place dans les coopératives que cette société encadre dans le Sud Dahomey. Chaque coopérative cultive 1.400 hectares (palmiers + cultures traditionnelles) et compte environ 350 membres, soit environ 2.000 personnes en tout. Le verger est dans ce cas plus important, une partie de la production devant être commercialisée. Cependant les principes de base sont les mêmes, si ce n'est que, la SONADER supportant les frais d'établissement, il n'a pas été nécessaire de faire des cultures intercalaires.

Il était prévu, par coopérative, 7 hectares de verger, dont :

1 ha de Manguiers
1 ha d'Avocatiers
1 ha d'Anacardiers (pour la pomme)
1 ha d'Orangers
1 ha de Mandariniers et Tangelos
1 ha de Fruitiers secondaires
0,50 ha de Pomelos et Citronniers
0,50 ha de Bananiers.

Le schéma a subi des transformations, chemin faisant, les coopératives s'étant de plus en plus orientées vers la forme de plantation commerciale, ce qui d'ailleurs était inévitable, vu la taille des vergers.

III - LES PLANTATIONS COMMERCIALES

Il s'agit dans ce cas de susciter un secteur agricole apte à alimenter le courant d'exportation principalement, et susceptible d'être organisé pour la commercialisation des fruits. L'étude des circuits commerciaux en place, menée par ailleurs, montre en effet que ceux-ci ne permettent pas une juste rémunération des producteurs, et sont incapables d'écouler convenablement de grandes quantités de fruits. Il convient donc d'établir un circuit parallèle, ce qui n'est possible qu'à partir d'une production suffisamment groupée et moderne, qui n'existait pas jusqu'alors.

Les deux termes sont liés :

- pas de réorganisation des circuits commerciaux sans production disons "moderne"

- inversement un secteur modernisé de production ne peut se sortir d'affaire que si la commercialisation est faite dans de meilleures conditions, les prix actuels interdisant toute intensification des cultures.

Les recommandations de l'IFAC portent sur les points suivants :

1°- La plantation doit être d'une taille suffisante, pour qu'un chargement de camion complet puisse s'y opérer, et qu'une installation même sommaire, de triage et conditionnement y soit rentable : il faut compter entre 5 et 10 hectares.

2°- La plantation doit être située sur un grand axe, ou à proximité immédiate, et accessible en toutes saisons. L'axe Cotonou - Parakou - Niamey doit être privilégié.

3°- L'IFAC oriente les planteurs vers les espèces dont les débouchés, actuels ou prévisibles, sont les plus sûrs, et ceci compte-tenu des conditions écologiques, et géographiques, de chaque région.

4°- L'IFAC fournit un programme et un calendrier des travaux, et visite régulièrement les plantations.

Ce cadre une fois tracé, il faut voir comment les choses se passent dans la réalité.

- Il y a déjà de grandes plantations, dépassant la superficie jugée comme un minimum souhaitable : FADI, dans le Zou, vergers de la SONADER, qui sont le fait d'organismes para-étatiques.

Il est rare, par contre, que les planteurs privés atteignent d'emblée ce stade, car ils ne sont pas sûrs de l'avenir, et d'autre part, le sort des vieilles plantations les incite à la prudence. Cependant, avec les plants greffés et leur croissance plus rapide, ils reprennent confiance, et accroissent souvent leurs vergers d'année en année. Il n'y a aucun doute que la qualité du matériel végétal fourni est prépondérant, et que, désormais, le secteur des plantations privées est en expansion. C'est un total d'environ 200 hectares de plantations nouvelles de cette sorte, qui se sont créées depuis 4 ans.

- Sauf exceptions, ces plantations ont bien été réalisées autour de l'axe Cotonou-Niamey, le plus souvent à moins de 10 km de la route, et, à ce point de vue, le but est atteint.

- Concernant les espèces à planter de façon préférentielle, l'IFAC préconise :

dans le Sud, c'est-à-dire jusqu'à environ 70 km de la côte :

Agrumes, en insistant sur Mandariniers et Tangelos et en freinant les demandes d'Orangers

Manguiers, malgré une fructification faible, eu égard à la demande et aux prix des mangues greffées dans les grandes villes

Avocatiers, pour réduire les importations

Fruitiers secondaires : Corossol, Sapotille, Arbre à Pain

dans le Centre : Agrumes, et surtout Orangers et Tangelos, destinés à être exportés au Niger

dans le Nord : Manguiers
Goyaviers
Agrumes, quand l'irrigation est possible.

Ceci dit, il s'agit uniquement de recommandations, et le planteur est bien entendu libre de les suivre ou non. Il faut reconnaître qu'en général, elles le sont.

PRIX DE REVIENT D'UN HECTARE D'AGRUMES AU DAHOMEY

Il s'agit d'un prix de revient moyen, dans les conditions réelles des planteurs nationaux. Tous les travaux sont faits à la main, l'équipement, ainsi que les frais généraux sont très réduits. Le tarif de la main-d'oeuvre correspond à un salaire journalier de 125 F CFA, plus des charges sociales (soit la Sécurité Sociale, si la main-d'oeuvre est déclarée, soit des avantages en nature) s'élevant à 30 F. Le tarif légal, lui, varie suivant les zones, entre 200 et 270 F, charges comprises.

INVESTISSEMENTS

- PLANTATION

- Défrichement, dessouchage	20.000
- Piquetage, trouaison, plantation 60 j. x 155	9.300
- Achat des plants 204 plants à 100 F	20.400
- Petit matériel	5.000
- Imprévus, divers : 5 %	<u>2.750</u>
	57.950

- ENTRETIEN pendant 4 ans

- Main-d'oeuvre : 440 j x 155	68.200
- Engrais : 6 kg x 204 x 30 F	36.720
- Pesticides	20.000
- Matériel	15.000
- Divers : 5 %	<u>7.000</u>
	146.920

TOTAL DES INVESTISSEMENTS : 204.870 F CFA

soit : 1.000 F CFA par plant

FONCTIONNEMENT

Les frais en période de pleine production représentent :

- Main-d'oeuvre d'entretien		
100 j x 155		15.500
- Engrais		
6 kg x 204 x 30		36.720
- Pesticides		6.000
- Divers : 5 %		<u>3.750</u>
		61.970
- Frais de récolte		
pour 40 t. : 100 j x 155		15.500
pour 25 t. : 60 j x 155		9.300
- Amortissement : 204.870/20		10.244

1°- Pour une production de l'ordre de 40 tonnes/ha, les frais sont de : 87.714 F CFA, et l'incidence est de 2.20 F par kg produit.

2°- Pour 25 tonnes de production, le prix de revient à l'hectare est de : 82.514 F CFA, soit 3.30 F CFA par kg.